



Edito

Maintenir le lien entre nous tous

par Jean François COUSTILLIÈRE, *Président d'Euromed-IHEDN*

● **À LIRE ● À VOIR**
<http://www.euromed-ihedn.fr/>
Des articles écrits par nos membres ou encore qui ont retenu notre attention.

● **OPINIONS**
PANDÉMIE :
« ET POURTANT, ON AVAIT TOUT PRÉVU ! »
 par Jean-François DAGUZAN > page 2
COVID-19 :
L'EUROPE ET L'APRÈS-CRISE ÉCONOMIQUE DÉCLENCHÉE PAR LA PANDÉMIE
 par Henry MARTY-GAUQUIÉ > pages 3 à 5
OBÉSITÉ :
L'AUTRE ÉPIDÉMIE MONDIALE.
 par Sébastien ABIS > page 6

● **BRÈVES > page 7**
REVUE DÉFENSE Parution du n°203
LA MAISON DE L'EUROPE DE PARIS
IISMM parution du bulletin n°125

● **À LIRE**
LES 30 HONTEUSES
 par Roland LOMBARDI > page 8

● **CINÉMA, À VOIR OU À REVOIR**
LES HIRONDELLES DE KABOUL
 un film de De Zabou Breitman,
 et Eléa Gobbé-Mévellec > page 9

Déjà quatre mois environ que notre pays subit l'épidémie de Covid 19... Notre vie en est bouleversée. Mais l'inquiétude se porte surtout aujourd'hui, au-delà d'une reprise des contaminations, sur les conséquences économiques.

Je crains que nous ne sachions encore pas tout sur ce virus. Régulièrement des scientifiques observent que son action s'étend à d'autres organes que ceux identifiés au début : système respiratoire, cœur, système digestif, cerveau etc.

Même son développement semble lié à des critères encore mal évalués. Pourquoi des pays comme l'Italie, la France, la Belgique, la Grande Bretagne ou l'Espagne sont-ils si durement touchés alors que de l'autre côté de la Méditerranée, Maroc, Tunisie et Algérie semblent presque épargnés ?

Notre association, comme les autres activités au sein de notre pays, est impactée dans son fonctionnement. Les conférences et rencontres ont été annulées. Seuls demeurent les travaux du groupe de travail destinés à accompagner le pilote du projet « Formation aux métiers de la mer » proposé lors du Sommet des deux rives (S2R), voulu par le Président de la République dans le cadre du 5+5. Le rôle de ce groupe de travail est d'identifier des participants, provenant de chaque pays membre du 5+5, au conseil scientifique et au comité de pilotage de ce projet.

Revenant aux activités de réunions de l'association mon souci premier, et ma responsabilité, sont de vous assurer, à la reprise, des conditions satisfaisantes de sécurité sanitaire. Je suis de plus tenu de respecter les directives gouvernementales et suis dépendant des mises à disposition des amphithéâtres par les institutions qui nous hébergent.

Dans l'immédiat, aucune échéance n'est arrêtée. Chronologiquement nous attendons les conditions fixées pour tenir des réunions de 50 à 100 personnes, puis l'accord de mise à disposition des locaux.

Après quoi, nous négocierons un calendrier de prêt des amphithéâtres avec les institutions hôtes. Enfin, nous solliciterons les conférenciers en reprenant le programme là où nous l'avons arrêté.

Vous comprendrez alors que je ne sois pas en mesure de vous communiquer des dates de relance de nos activités.

Il nous reste donc à croiser les doigts pour que l'autorisation d'organiser des réunions de 50 à 100 personnes soient promulguée au plus tôt. Après quoi nous lancerons le processus. Généralement entre la demande de prêt des amphithéâtres et la communication du programme il faut compter deux à trois mois ...

En attendant, nous nous efforçons de conserver un lien entre nous avec cette lettre. Nous vous tiendrons informés des avancées éventuelles des travaux du groupe de travail S2R. Nous envisageons de plus, dans la dernière lettre mensuelle avant l'été de proposer quelques livres à lire, peut être un peu moins sérieux, mais toujours plus ou moins méditerranéens, visant à vous accompagner cet été.

Bon courage à tous et surtout prenez soin de vous. Nous ne sommes pas sortis de cette fichue épidémie ! ■

La lettre mensuelle vous informe sur les activités de l'association, les conférences programmées, les événements concernant la Méditerranée. Des ouvrages de personnalités œuvrant pour le rapprochement des deux rives de la Méditerranée, vous y sont proposés.

Association Euromed-IHEDN
 Tél : 06 34 19 28 79
 Contact entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr
 Site www.euromed-ihedn.fr

Président : Jean-François Coustillièr
 Chargé de communication : Daniel Valla





Pandémie : « et pourtant, on avait tout prévu ! »

Par Jean-François DAGUZAN, *vice-président de l'Institut Choiseul.*

Ancien directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

Membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN

« Dès 1994, la notion de “risques naturels et technologiques majeurs” s’impose à l’action de l’Etat, rappelle l’ancien directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, tandis qu’à partir de 2008, les Livres blancs prennent en compte “propagation d’agents microbiens” »

Une vidéo virale de Bill Gates nous révèle sa « prophétie » sur la venue prochaine d’une pandémie à large spectre. Des observateurs rappellent que les rapports ouverts de la CIA sous le timbre du National Intelligence Council (NIC), avaient, dès 2008, mis en garde sur la même menace.

Face à cette lucidité étrangère, il nous faudrait en déduire, qu’une fois de plus, la France n’a rien vu. Or, le curieux, plongeant le nez dans les vieux grimoires, constatera – et peut-être est-ce là le drame – qu’il n’en est rien. Ce ne sont pas les capacités d’anticipation de la France qui sont en cause. Non seulement tout avait été prévu, mais tout avait été minutieusement organisé pour répondre à une pandémie

Cinq fois dans son histoire récente, notre pays s’est livré à un exercice collectif sur l’analyse des dangers pesant sur notre pays avec les Livres blancs sur la Défense et la Sécurité nationale, rebaptisés Revue stratégique à partir de 2017.

Dès 1994, la notion de « risques naturels et technologiques majeurs » s’impose à l’action de l’Etat, tandis qu’à partir de 2008, les Livres blancs prennent en compte « propagation d’agents microbiens » en invoquant la résilience : « C’est en effet un devoir pour l’Etat de se préparer à répondre aux situations dans lesquelles pourraient être mis en cause la vie de la population ou le fonctionnement régulier de la vie économique, sociale ou institutionnelle du pays. Cela suppose une organisation des pouvoirs publics conçue dès le temps de paix pour prendre en compte les hypothèses du temps de crise. La résilience suppose aussi d’organiser la coopération entre l’Etat et les collectivités territoriales, pour la complémentarité des moyens, et entre l’Etat et les entreprises privées dans les secteurs stratégiques (énergie, communication, santé, alimentation). »

« L’accroissement de la mobilité de la population favorise l’extension des aires de diffusion de certaines maladies, ainsi que la propagation rapide et à grande échelle de virus à l’origine d’épidémies diverses »

Précision clinique. En 2013 : « Le risque existe notamment d’une nouvelle pandémie hautement pathogène et à forte létalité résultant, par exemple, de l’émergence d’un nouveau virus » « La probabilité des risques d’origine naturelle, sanitaire (pandémie massive) est plus difficile à évaluer, mais leur impact peut être majeur. C’est pour l’Etat une obligation que d’y faire face. » « Notre aptitude à faire face aux crises majeures sera d’autant plus grande qu’il aura été possible de les anticiper, et, ainsi, de préparer la réponse à y apporter. »

La Revue stratégique de 2017, ajoutait : « L’accroissement de la mobilité de la population favorise l’extension des aires de diffusion de certaines maladies, ainsi que la propagation rapide et à grande échelle de virus à l’origine d’épidémies diverses. » « Le risque d’émergence d’un nouveau virus franchissant la barrière des espèces ou échappant à un laboratoire de confinement est réel. »

On constate ainsi que, dès 2008, la perspective d’un risque sanitaire majeur de type pandémique avait parfaitement été identifiée et des éléments de réponse proposés. Plus encore, entre 2002 et 2008, la France avait mis en place un efficace dispositif pour répondre au risque de terrorisme biologique de masse, tels que l’avaient fait redouter les attaques à l’anthrax aux Etats-Unis et l’apparition de l’épidémie de Sras. La force du système avait été de traiter dans un même ensemble terrorisme et pandémie. Un rapport d’information du Sénat décrit, dès 2003, cette problématique.

Le terrorisme biologique et chimique a fait l’objet de plans détaillés (Biotox, Piratox) ; la lutte contre les pandémies aussi : « le Plan national de prévention et de lutte pandémie grippale » produit par le SGDN en 2009. Ce document décrit avec une précision clinique tout ce que l’Etat, les infrastructures, les entreprises et la population en France et à l’étranger, doivent faire pour affronter efficacement une pandémie de grande ampleur. »

Parmi les mesures majeures, le plan prévoyait « la constitution de stocks nationaux de produits de santé et de matériels de protection ». En 2011, le directeur général de la santé, Didier Houssin, écrit que, à partir de 2006, « dans le cadre de la préparation à une pandémie grippale, l’Etat a acquis et stocké 1 milliard de masques chirurgicaux et près de 700 millions de masques FFP2 ».

« Dix ans d’impéritie ont suffi à détruire un système éprouvé pour faire face à un risque largement anticipé. C’est aux morts que nous devons rendre des comptes et à ceux que la crise aura ruinés ».

« Effet soufflé ». Alors, comment en est-on arrivé à se trouver si largement démunis dix plus tard ? On peut avancer quelques réponses qui transcendent toutes les particularités politiques et même les continents.

Premier constat : le politique déteste le temps long. Rien ne résiste longtemps à la pression du court terme. Autre terrible règle de la sociologie du pouvoir : « l’effet soufflé ». Face aux crises, l’Etat met en place des mesures et des moyens performants qui tiendront le temps que la crise retombe. Celle-ci passée, les priorités sont ailleurs. Le troisième est la recherche du « zéro stock ». Pour limiter les coûts, les ciseaux de Bercy vont couper ce qui n’est pas d’utilité immédiate. Cette logique se retrouve dans les domaines les plus divers, comme munitions ou la poudre pour les armées. On ajoutera la dilution de la responsabilité, la peur du ridicule, l’arrogance, la sous-estimation volontaire de la menace, les mensonges au chef et enfin, le pire, la peur de décider. Le tout menant impitoyablement au « trop peu, trop tard. »

Dix ans d’impéritie ont suffi à détruire un système éprouvé pour faire face à un risque largement anticipé. C’est aux morts que nous devons rendre des comptes et à ceux que la crise aura ruinés. L’histoire jugera alors si l’Etat a failli à son impérieuse obligation de s’être préparé à faire face.



Covid-19 : L'Europe et l'après-crise économique déclenchée par la pandémie

Par Henry MARTY-GAUQUIÉ, *membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN*

Le 21 avril 2020 paraissait un sondage selon lequel 71% des Italiens estimaient que l'Union européenne « avait mal réagi » à la crise sanitaire et qu'ils ne « voyaient plus d'intérêt à en faire partie », tandis que 58% des mêmes Italiens considéraient que sortir de la zone euro pourrait être « une bonne chose ». Certes, ces lamentables résultats sont le reflet de la désastreuse gestion de la crise migratoire des années 2015-18, mais ils traduisent aussi l'effondrement politique de la Démocratie Chrétienne et de son idéologie pro-européenne face aux populismes. Cependant, comme disait Lénine : « quand le peuple s'empare d'une idée elle devient légitime » ; il convient donc d'entendre et d'expliquer.

Il faut d'abord noter que l'Europe n'a pas de compétences dans le domaine de la santé : elle ne pouvait donc agir sans l'accord de ses Etats-membres. En effet, si la construction européenne est beaucoup plus évoluée que le simple multilatéralisme (l'UE a ses propres institutions, la Commission est une sorte de gouvernement et le Parlement exerce le pouvoir législatif), l'Europe reste dominée par les Etats membres : ce sont eux qui décident, sur proposition de la Commission.

Une réaction d'abord nationale, sur la base du « chacun pour soi »

Dans cette crise, comme dans celle de 2008, les Etats n'ont donc, dans un premier temps, pas voulu d'Europe : chacun a cru qu'il pouvait s'en tirer tout seul avec des moyens et des réflexes nationaux (fermeture des frontières, refus de se prêter des stocks de produits ou d'appareils, etc.). Il faut voir dans cette attitude un effet des mouvements populistes qui ont beaucoup cru dans les trois pays les plus touchés : Italie, Espagne, France ainsi qu'en Allemagne où la majorité

de gouvernement est en situation de faiblesse, prise en sandwich entre l'extrême droite (AFD) et la droite de son propre parti : la CSU bavaroise.

Ces réactions nationales à la crise ont amené les Etats à prendre une mesure inédite (le confinement et l'arrêt brutal de l'économie, décision politique dont la justification sanitaire était limitée) et à décider des dépenses budgétaires d'une ampleur encore jamais atteinte : I) le report d'impôts sur les sociétés et de charges sociales ; II) la prise en charge quasi-totale par les Etats du chômage partiel ; III) la garantie par les Etats ou leurs bras financiers de prêts bancaires aux entreprises. En France, ces mesures se montent à 110 milliards €, chiffre susceptible d'évoluer à la hausse ...

Ces mesures nationales d'urgence ont entraîné des coûts et dégâts économiques considérables. Mi-avril le FMI estimait à -3% la récession mondiale en 2020, celle des Etats-Unis à -6%, de l'UE à -7,5% (la France à -8%, au moins) ; seule la Chine aurait une croissance de +1% (mais il lui faut au moins +6% pour assurer la stabilité de l'emploi d'une population de 1,3 milliard d'habitants). La Commission européenne estime que les pays développés auront ainsi à émettre une dette additionnelle de 2 650 milliards pour l'UE et de 4 000 milliards (au moins) pour les Etats-Unis ! A ces coûts économiques, s'ajoutent les coûts sociaux : violences sociales et désarroi des personnes isolées, crise agricole, chômage potentiel de plusieurs millions de travailleurs si la récession persiste et préparation de crises sanitaires dans les domaines de l'oncologie et de la pédiatrie à cause des retards de dépistages et de soins dus à la priorité donnée à la lutte contre la pandémie.

Cette politique des Etats apparaît donc très coûteuse et très risquée puisqu'on ne sait pas s'il y aura une seconde vague infectieuse, ni comment la reprise aura lieu : celle-ci dépendra de la façon dont les gens vont réagir au

déconfinement d'un point de vue économique et social. C'est un pari politique qui n'est tenable que sur une courte durée.

L'Europe réagit de manière anticipée, sans attendre l'aval des Etats

Fort heureusement, les institutions de l'UE avaient dès avant le confinement préparé des propositions destinées à fournir des marges de manœuvre financières aux Etats :

- la Commission avait proposé d'abonder le mécanisme d'indemnisation du chômage partiel par les Etats (mécanisme SURE à hauteur de 100 milliards €), avancé un projet de budget rectificatif pour l'année en cours et prévenu qu'il faudrait revoir le cadre budgétaire pluriannuel 2021-2027 ; elle avait aussi décidé un assouplissement des règles du « Pacte de stabilité budgétaire » (plafonds de déficit et endettement) ainsi qu'une libéralisation du régime des aides d'Etat aux entreprises. Enfin, la Commission proposait des mesures d'aide aux pays les plus pauvres (Afrique essentiellement) : soutien sanitaire, aide financière aux entreprises locales et aide macro-financière de 3 milliards € aux pays d'Afrique du Nord et de l'Est méditerranéen ;

- la Banque Centrale Européenne (BCE) avait annoncé, le 10 mars, le renforcement de son programme de « QE ¹ » afin de refinancer les dettes publiques et privées qui allaient être créées à hauteur de 1100 milliards € et pris plusieurs mesures techniques relatives au financement et au cadre de prudence bancaire. C'est de la création monétaire pure qui, logiquement, devrait se transformer en inflation. Mais c'est loin d'être certain : la zone euro vit sous perfusion de la BCE depuis la précédente crise et connaît une inflation très



La pandémie actuelle : miroir de notre humanité, suite

faible (environ < 1% par an) parce que de puissants facteurs déflationnistes sont toujours à l'œuvre au plan mondial : production massive des pays à bas salaires, faiblesse des gains de productivité, chômage toujours important dans les pays de l'OCDE, vieillissement démographique, etc. • la Banque européenne d'investissement (BEI), pour sa part, proposait de financer ou garantir les PME/TPE à hauteur de 240 milliards €, la mise en place d'un Fonds de garantie pan-européen doté de 25 milliards d'€ et une enveloppe de prêts d'urgence au secteur de la santé d'une valeur de 5 milliards € ;

- le Mécanisme européen de stabilité (MES²), de son côté, a d'emblée attiré l'attention sur la question de la dette des pays déjà surendettés (Italie en premier lieu) ; il ne fallait pas recommencer comme en 2008 et attendre qu'un pays (la Grèce) soit en cessation de paiement pour agir. Aussi était-il proposé que le MES voit ses conditions d'intervention assouplies et sa capacité de prêt portée à 2% du PIB de la zone euro, soit 240 milliards €.

Parallèlement, la Commission mettait en place des mesures de coopération entre pays qu'elle pouvait décider sans attendre l'accord des États : envois de médecins en Italie puis Espagne (il y a même eu des médecins norvégiens en Italie!), achats de masques, blouses et respirateurs en Chine pour l'Italie, organisations de vols pour rapatrier les nationaux européens habitant à l'étranger (la Chine en premier lieu), intervention auprès de l'Allemagne pour ne pas fermer de façon étanche ses frontières ce qui aurait asphyxié le Luxembourg et l'Alsace, etc.

Les Etats mobilisent l'Union européenne

Ce n'est qu'une fois la crise déclarée et les mesures nationales prises, que les Etats se sont tournés vers l'Europe. En un mois (17 mars - 9 avril), les ministres des Finances de l'Eurogroupe ont mobilisé un paquet européen de 580 milliards € en complément de l'action déjà décidée par la BCE (1 100 milliards €). Ce paquet, composé des

propositions des institutions, a été ratifié par les Chefs d'Etats et de Gouvernements le 23 avril. Il a trois composantes : la BEI, le mécanisme SURE et l'élargissement du MES.

La décision à dix-huit n'était pas facile sur la prise en charge de la dette italienne par le MES: l'Allemagne, les Pays-Bas et la Finlande y étaient fermement opposés ("pourquoi devons-nous prendre en charge les dettes d'un pays mal géré et surendetté ?"); c'est pourquoi les ministres des Finances ne sont pas parvenus à décider tout seuls (le 9 avril) et qu'il a fallu attendre les Chefs d'Etats le 23 pour "emporter le morceau". En pratique, il s'agit de dettes mutualisées (l'Europe emprunte pour représenter aux États à taux bas), un mur qui paraissait infranchissable en 2009 lors de la crise de la dette grecque et qui a encore fait l'objet d'après négociations en 2020.

Par rapport à 2008 les leçons ont été entendues : pas de « mesures d'austérité », mais le réflexe est encore une fois tristement national ; cependant, le recours à l'Europe est autrement rapide : un mois au lieu de deux ans ! Il y a donc un progrès considérable, mais combien de crises faudra-t-il pour que les États aient le réflexe européen au lieu de faire d'abord de la politique intérieure, coûteuse et retardatrice ?

La difficile question de la relance d'une économie sciemment bloquée

La prochaine étape est celle des mesures de relance de l'économie après la fin de la pandémie. Il s'agit de mesures additionnelles à celles d'urgence pour réparer les dégâts laissés par la crise du Covid-19 et investir dans l'économie nouvelle.

Ici, les discussions du Conseil européen le 23 avril n'ont pas été conclusives ; il y a deux points positifs déjà acquis : un instrument européen est nécessaire et il doit être de grande ampleur (entre 1000 et 2000 milliards d'€). Mais le désaccord persiste entre

les Chefs d'Etat sur la nature de l'instrument : s'il semble exclu de prévoir un accroissement très important du cadre budgétaire européen 2021-2027, celui-ci sera sans doute augmenté et mobilisé. Parallèlement, le Conseil envisage de créer un Fonds de relance qui pourra emprunter sur les marchés avec la garantie soit du budget européen, soit des Etats européens. Cependant, plusieurs interrogations subsistent quant aux paramètres d'action du Fonds : quel type de risque financier pourra-t-il prendre ? comportera-t-il un volet de dons pour aider les secteurs non-marchands incapables de porter une dette (aide sociale, certains secteurs de la santé, de l'éducation, de la modernisation administrative, etc.) ? quels seront les secteurs prioritaires et quelle prise en compte de l'enjeu climatique ?

De même, pour en revenir à la création monétaire de la BCE, l'enjeu est de savoir comment elle se répartira : combien sera consacré au rachat de la dette des Etats et combien en liquidités au secteur bancaire ? Et comment les banques traduiront ces liquidités en prêts aux entreprises, aux particuliers, à quels secteurs, etc. ?

Le Conseil européen a renvoyé ces questions à sa réunion de mai et demandé à la Commission de lui faire des propositions ; de même pour l'aide aux pays tiers, notamment du voisinage Sud et Est de l'UE pour lesquels la Commission annonce qu'elle est prête à délivrer une assistance macro-économique à dix pays méditerranéens à hauteur de 3 milliards d'€ ; mais il lui faut l'aval du Conseil.

Cette question est à mon sens cruciale et sous-estimée. Jusqu'à présent les Etats membres et l'Europe ne se sont occupés que d'eux-mêmes et ont créé des dettes considérables en sachant qu'une part importante ne serait pas remboursée, mais diluée par l'action de la Banque Centrale et le crédit bancaire. Pour les pays en développement ou non protégés par un système de coopération économique et financière (comme la zone euro), la situation est toute autre. On se rappelle les conséquences de la crise de 2008 sur les pays arabes méditerranéens, ravagés par 4 guerres civiles. Cette fois encore, des



La pandémie actuelle : miroir de notre humanité, suite

signaux de forte fuite des capitaux³, de chute du commerce extérieur et des services (comme le tourisme), ainsi que l'effondrement des ressources d'exportation (dont le pétrole) font présager de fortes récessions (-6 à -10%), donc des instabilités politiques, des violences sociales et des migrations.

Et après : quel sera « le monde de demain » ?

Après un tel traumatisme et tant de mobilisation, il paraît difficile de penser que le monde repartira « comme avant ». La question primordiale est, bien sûr, le rétablissement de la confiance de l'opinion, sans laquelle il n'y aura pas de reprise économique. Cette confiance doit être restaurée sur trois niveaux : au plan sanitaire d'abord (d'où l'importance de directives claires, de tests, masques et traitements), mais aussi d'un point de vue économique (quels moyens pour quel plan de relance ?) et politique : restaurer la crédibilité de la parole publique⁴ et esquisser la vision du « monde nouveau » ?

Celle-ci sortira des réponses données à trois mots-clés :

• « démondialisation » : invite à revoir progressivement l'organisation de certains de nos systèmes de production (les « chaînes de valeur ») et à ce que l'UE se réindustrialise afin de restaurer son indépendance de production dans les secteurs stratégiques. La très libérale Commissaire à la concurrence, Marghrete Vestager, n'a-t-elle pas invité les États membres à reprendre des participations dans les entreprises stratégiques en difficulté (comme vient de faire l'Italie avec Alitalia) ? Cette réorganisation de nos propres capacités productives sera d'autant plus difficile à faire que la gouvernance mondiale est faible, les intérêts nationaux sont divergents, les acteurs sont multiples (États, organisations internationales, entreprises multinationales, sociétés civiles) et que les conséquences sont de long terme. En outre, retirer certains pans d'activité à la Chine peut nous rendre indépendant, mais aussi affaiblir certains fleurons de notre industrie (automobile, électronique, par ex.) et créer de la pauvreté massive dans certains pays d'Asie sous-traitants, ce qui engendrera des catastrophes sociales ou humaines, génératrices de tensions et de migrations⁵.

• « régionalisation » : dans un monde qui restera « globalisé », seuls les grands espaces régionaux sont capables de fournir une alternative économique et politique à l'ouverture et au libéralisme sans bornes ; ainsi, la crise actuelle peut-elle être décisive pour l'avenir de l'Union européenne. Deux scénarios sont possibles : celui de la défiance et celui de la confiance.

Défiance : les négociations européennes échouent, les États et les opinions se replient derrière leurs frontières, plusieurs États sont en cessation de paiement et la zone euro éclate ; le protectionnisme se développe, les pays les plus faibles basculent vers la « démocrature » et deviennent dépendants des « pays forts », tels la Chine, la Russie, la Turquie. C'est un effondrement ; il doit servir de repoussoir pour forger une réponse plus ambitieuse !

Confiance : les négociations européennes réussissent à mettre en place une solidarité durable entre les pays membres, suffisamment perceptible aux opinions ; on redécouvre que la protection s'exerce aux frontières de l'Union et qu'une coordination véritable des politiques économiques permet de dégager les moyens d'une transformation environnementale et de la lutte contre la précarité au travail et sociale. L'UE devient un pôle de stabilité et de référence pour son voisinage. C'est une sortie par le haut.

• « reconstruction sociale » : nous vivons en Europe sur un contrat social datant de l'après-guerre (75 ans), qui a été modifié à plusieurs reprises sans débats publics et qui est financé par de la dette depuis 40 ans ; en outre, le contenu de ce contrat est inconnu des plus jeunes et n'a plus de puissance fédératrice. Il faut saisir cette opportunité de « remise à plat » pour retrouver de l'agilité décisionnelle (dans une société débarrassée de son « politique-ment correct » et de ses procédures vétillieuses) et rebâtir un consensus collectif à un coût soutenable sur les priorités essentielles : sécurités humaines, sociales et alimentaires ; environnement durable ; indépendances environnementales, technologiques et commerciales. Dans cette optique, les aides publiques devront bien évidemment porter une conditionnalité liée à la réalisation de ces priorités essentielles ; mais cette conditionnalité doit être coordonnée au niveau européen pour éviter les distorsions de concurrence et les pertes d'efficacité.

Pour affronter les effets de la pandémie, nous devrions, contrairement à la Chine, nous doter de forces démocratiques nouvelles et surmonter nos peurs ; il s'agit de tirer bénéfice de la résilience de nos sociétés et du projet européen, plus fort que les populistes nous le font croire !

Paru dans www.econostrum.info le 6 mai 2020

¹ - « Quantitative Easing » : programme de rachat de dettes publique ou privée sur les marchés, mis en place de 2015 à 2018, puis réactivé temporairement en 2019.

² - Lorsque la Grèce s'est déclarée en faillite (janvier 2009), les États membres se sont résolus à lui prêter de l'argent qu'elle ne pouvait plus emprunter sur les marchés financiers, d'abord directement puis à travers un mécanisme intergouvernemental permettant aux prêteurs de mutualiser les risques : le FESF et le MESF créés en mai 2010 ; devant l'ampleur de la crise, les États membres ont décidé de créer un mécanisme permanent, mais utilisable au coup par coup : le MES qui est entré en vigueur le 27.09.2012.

³ Les fuites de capitaux de 24 marchés des pays émergents méditerranéens s'élèvent à 80 milliards de US\$ rien qu'au mois de mars 2020, soit quatre fois plus que lors de la crise de 2008 (source COFACE).

⁴ Toutes les enquêtes d'opinion européennes montrent que la confiance dans la gestion de la crise est médiocre et que la parole publique n'est pas crédible, notamment en France (cf. Eurobaromètre du 20 avril 2020). Or sans crédibilité de la parole publique, il y a montée de la haine sociale qui engendre de la violence politique.

⁵ Depuis 20 ans, la mondialisation a sorti quelque 300 millions de personnes de la pauvreté, principalement en Asie.



Obésité : l'autre épidémie mondiale.

Par Sébastien ABIS, *directeur du Club Déméter et chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris). Il est aussi le codirecteur de l'ouvrage annuel Le Déméter, qui explore les grandes thématiques agroalimentaires mondiales. Il propose, avec la série «Le dessous des tables», une prise de hauteur sur les défis agricoles et alimentaires. Membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN*

L'obésité cause l'équivalent de neuf décès par minute sur la planète.

Une épidémie chronique silencieuse, remise sur le devant de la scène politique avec l'émergence actuelle du Covid-19

Le surpoids et l'obésité semblent être des facteurs aggravants pour les personnes atteintes du Covid-19, et notamment pour la santé des plus jeunes qui ne présentent aucune autre pathologie. La majorité des malades, mais surtout des individus placés en soins intensifs, sont en surpoids.

L'importance de cellules graisseuses surchargées attire des cellules immunitaires en grand nombre et provoque un état de surinflammation constant dans l'organisme. Cet état, avec le Covid-19, aggrave l'inflammation déjà présente. Et cette situation rend elle-même plus complexe les soins à leur apporter, car la surcharge pondérale accentue la pression sur le diaphragme et les poumons, rendant donc la respiration encore plus difficile. Le cercle est vicieux pour ces patients.

100 millions d'obèses aux Etats-Unis. Les Etats-Unis sont désormais le pays le plus touché par le coronavirus. C'est aussi depuis longtemps le pays où le taux des personnes souffrant de surpoids et d'obésité est le plus élevé au monde. Avec une tendance haussière inquiétante: 42% des adultes y sont aujourd'hui obèses (soit près de 100 millions d'individus!), contre 30 % au début des années 2000. Dans le cas des enfants et des adolescents, ce taux atteint désormais 20 %. Si l'on ajoute les personnes en surpoids, ce sont deux Américains sur trois qui présentent un indice de masse corporelle (IMC) supérieur à 25, le seuil médical qui indique un poids trop élevé par rapport à la taille. Il est hautement probable que les Etats-Unis traversent la crise du Covid-19 avec cette variable considérable à gérer simultanément, et de potentielles inégalités sociales et territoriales en miroir, puisque l'obésité frappe plus souvent les personnes vulnérables, ceux ayant fait peu d'études et les territoires défavorisés.

D'ores et déjà, le taux de mortalité du Covid-19 dans la ville de la Nouvelle Orléans est deux fois plus élevé que celui de New York et quatre fois plus que Seattle. La crise sanitaire est donc un terrible révélateur des fractures qui peuvent exister au sein d'une société. Cette réalité américaine est bien entendu globale.

La crise sanitaire est donc un terrible révélateur des fractures qui peuvent exister au sein d'une société

Nous la retrouvons en Europe et en France, même si dans notre pays l'obésité est moins prononcée (16 % des adultes). Si l'on retourne dans les Amériques et que l'on se déplace de l'autre côté de la frontière méridionale des États-Unis, la dynamique au Mexique n'est pas rassurante. Là aussi, l'obésité y est prégnante, avec 30 % des hommes et 40 % des femmes. Il détient la malheureuse seconde place au classement des nations les plus concernées par ces problèmes de poids. Les autorités publiques mexicaines, dans leur communication sur le Covid-19, n'ont pas caché l'ampleur de ce défi à l'intérieur de l'épreuve sanitaire globale. Le risque est grand pour les populations en surpoids ou obèses.

Problème alimentaire dédoublé. Doit-on redouter une dialectique mondiale ? La pandémie du coronavirus s'est propagée en quelques semaines à tous les continents. L'obésité, que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a qualifiée de première épidémie non infectieuse de l'Histoire, s'est développée beaucoup plus lentement, mais avec la même expansion géographique. La proportion d'obésité chez les individus a triplé depuis les années 1970. Elle touche désormais plus de 800 millions de personnes dans le monde, dont 20 % sont des enfants et des adolescents. 800 millions, c'est à peu près aussi le chiffre de personnes ayant faim dans le monde.

Le problème alimentaire mondial s'est peu à peu dédoublé : l'accès encore et toujours pour les uns, l'excès pour les autres. L'obésité n'épargne en aucun cas les régions les moins avancées. Au Moyen-Orient, elle a explosé ces dernières années, avec près d'une femme sur deux en Égypte, au Qatar, en Irak, aux Émirats

ou à Oman. Environ 2 milliards de personnes dans le monde se trouvent en surpoids, soit 40 % des adultes. Alors que l'alimentation mériterait assurément davantage de considération dans l'éducation familiale et l'enseignement collectif, la surcharge pondérale frappe 6 % des enfants de moins de 5 ans, mais 10 % en Océanie et en Afrique du Nord.

L'obésité n'épargne en aucun cas les régions les moins avancées (...) Or, tous les pays n'offrent pas de couverture sociale pour accompagner ces soins.

Ces phénomènes résultent de l'interaction de facteurs physiologiques, comportementaux mais aussi socioculturels (certaines communautés valorisent les rondeurs). Les calories consommées sont souvent largement supérieures à celles dépensées. Un tel déséquilibre structurel chez les personnes les expose à des maladies dites «de surcharge». Le surpoids et l'obésité provoquent des pathologies graves comme le diabète, l'hypertension ou les problèmes cardiovasculaires.

Coût. En matière de santé publique, le coût lié à la prise en charge de ces personnes augmente (ce sont actuellement 14 % du total des dépenses de santé aux États-Unis ; 5 % en France) et exige une adaptation adéquate des dispositifs médicaux. Or tous les pays n'offrent pas de couvertures sociales pour accompagner ces soins. 8 % des décès mondiaux annuels résultent de l'obésité de ces victimes. 14 % dans le cas des États-Unis et 16 % au Mexique. Chaque année dans le monde, 4,7 millions de personnes meurent prématurément du fait de leur obésité. Soit l'équivalent, en moyenne, de neuf décès par minute. Une épidémie chronique silencieuse, remise sur le devant de la scène politique avec l'émergence actuelle de ce coronavirus.





Brèves : actualité de nos amis et partenaires

suivez les liens pour vous informer, vous inscrire et participer

Nouvelle parution

Revue Défense

publie son n° 203

Non arabes du Proche-Orient L'échiquier complexe



Quelle capitale arabe exerce aujourd'hui une influence majeure sur la région ? Pour autant, l'Iran, Israël ou la Turquie sont-elles en mesure de peser de manière décisive sur la sécurité régionale ? Qu'advient-il des peuples kurdes ?

Info détaillées

<https://www.ihedn-arparisidf.org/2019/10/19/parution-du-n-194-de-defense-sur-le-theme-des-etats-unis-et-la-securite-internationale/>



Maison de l'Europe de Paris

Parce que nous avons besoin d'un espace public européen, la Maison de l'Europe de Paris propose aux Parisiens et aux Franciliens de vivre l'Europe au quotidien.

La Maison de l'Europe de Paris

annonce maintenant nos conférences, nous annonçons les leurs.



Europe-Afrique : un partenariat à consolider !

Alors que l'accord de Cotonou sur la relation Europe-Afrique arrive à son terme, la Commission européenne met un point d'honneur à redéfinir la relation entre l'Union européenne (UE) et les États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP)

La relation entre les deux continents a été établie par l'accord de Cotonou en 2000 qui succède à l'accord de Lomé de 1975. Cet accord est le cadre général dans lequel s'inscrit le partenariat entre l'ACP et l'UE, d'un point de vue économique, social et culturel.

Article rédigé par le Centre d'Information Europe Direct de la Maison de l'Europe de Paris et publié en partenariat avec Voix d'Europe le 22/04/2020

Retrouvez cet article en version pdf

<http://paris-europe.eu/wp-content/uploads/2020/04/22-04-Europe-Afrique1.pdf>



L'Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman IISMM

annonce régulièrement nos conférences dans son bulletin mensuel.



Le bulletin n° 125 mai 2020 est paru.

Il est disponible à la consultation et au téléchargement par le lien suivant <http://iismm.ehess.fr/index.php?1970>

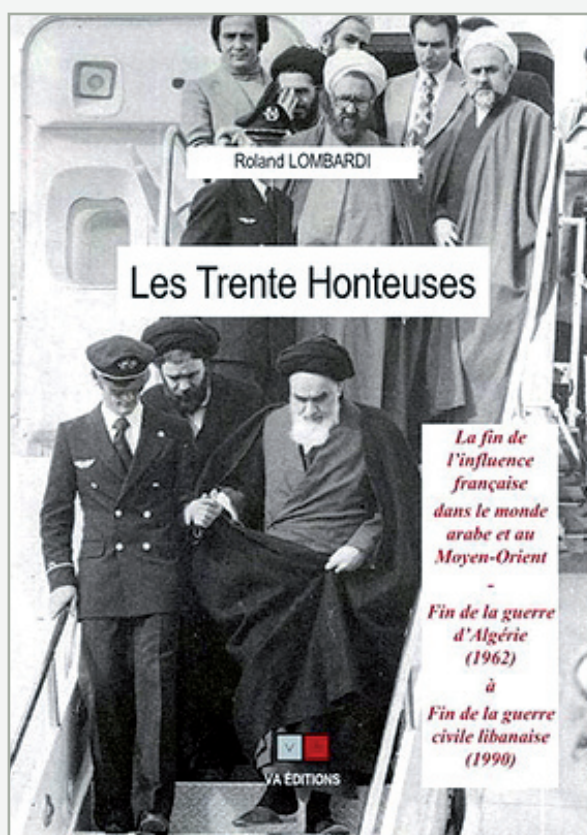
Vous avez la possibilité de suivre les séances en visioconférence de deux séminaires liés à l'IISMM ou de réécouter des conférences anciennement enregistrées mais pouvant être associées à l'actualité. L'appel à contributions du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans est également lancé pour le prochain Congrès en 2021 à Aix-en-Provence.

Et enfin vous avez accès à des informations ou documents liés au milieu de la recherche ainsi qu'aux annonces diffusées sur le Bulletin électronique de l'IISMM.

Retrouvez le bulletin complet en ligne <https://iismm.hypotheses.org/48646>

Pour mieux comprendre les relations françaises dans le monde arabe et au Proche Orient.

De la fin de la guerre d'Algérie (1962) à la fin de la guerre civile libanaise (1990)



"Les Trente Honteuses" sont l'histoire des relations entre la France, Israël et le Liban, durant une période qui s'étend de la fin de la guerre d'Algérie (1962) à la fin de la guerre civile libanaise (1990). Mais elles sont aussi, l'histoire des trente années qui ont finalement creusé le tombeau de l'influence française dans le monde arabo-musulman en général. Issu d'une thèse universitaire soutenue en 2015 à l'IREMAM (Institut de Recherches et d'Etudes sur les Mondes arabes et musulmans) d'Aix Marseille Université, il est le premier ouvrage d'un spécialiste qui mette en perspective la politique arabe de la France et les relations franco-israéliennes notamment au travers de la guerre du Liban (1975-1990).

Les 30 honteuses La fin de l'influence française dans le monde arabe et au Moyen-Orient

Par Roland Lombardi

Docteur en Histoire contemporaine, spécialiste du monde arabe, des relations internationales, ainsi que des problématiques de géopolitique, de sécurité et de défense.

Préface d'Alain Chouet

Ancien chef du Service de renseignement de sécurité de la DGSE.

Editions Librairie Eyrolles - janvier 2020

Site de l'éditeur :

<https://www.eyrolles.com/Accueil/Auteur/roland-lombardi-154028/>

Un ouvrage exceptionnel remarquablement étayé et argumenté qui parcourt les relations françaises dans le monde arabe et au Proche Orient entre 1962 et 1990 avec un souci quasi chirurgical d'explications et de démonstration. On découvre souvent des épisodes méconnus, oubliés ou dissimulés. Les traits déterminants des décideurs sont analysés. Ce livre est réellement un superbe outil de compréhension des choix de la France dans cette région et durant cette période complexe.

Au demeurant cette étude est conduite, sans ambages, à charge contre la politique internationale française tout en prônant un rapprochement résolu avec Israël et en se faisant l'avocat du rôle d'une France « mère protectrice » des maronites au Liban.

La conclusion est particulièrement intéressante par les ouvertures qu'elle propose pour l'avenir.

JFC

Le spectateur est happé autant par ce qu'il voit à l'écran que par son propre imaginaire.

Il est embarqué dans une aventure à haute teneur émotionnelle et source d'indignation, qui va le hanter longtemps.



L'intrigue se situe en été 1998 en Afghanistan, dans la ville de Kaboul en ruines occupée par les talibans. Ce qui est saisissant et original avec ce film, c'est le choix de l'animation. Le graphisme de Eléa Gobbé-Mévellec, qui co-réalise avec la comédienne réalisatrice Zabou Breitman, est fin, simple, doux. Mais surtout, et c'est encore plus troublant, son dessin s'inspire directement des visages des formidables comédiens qui doublent les voix des personnages. Leurs traits et expressions sont parfaitement reconnaissables... ce n'est pas eux et pourtant c'est bien eux.

Le Blog du cinéma

Les Hirondelles de Kaboul

De Zabou Breitman,
et Eléa Gobbé-Mévellec

Avec Simon Abkarian, Zita Hanrot,
Swann Arlaud

Animation

Film Français, Luxembourgeois, Suisse

Septembre 2019

Le film est présenté dans la section Un Certain Regard au Festival de Cannes 2019.

Bande-annonce et infos

http://www.allocine.fr/film/fichefilm_gen_cfilm=257862.html

Film d'animation, « les hirondelles de Kaboul » surprend tout d'abord. Puis on se laisse emporter par la poésie de la composition qui permet de traiter un sujet grave, odieux, insupportable qui voit des hommes et des femmes broyés par un système totalitaire, sans limite ni retenue, prétextant d'exigences religieuses. Le dessin est superbe, il s'inscrit en contrepoint de l'abomination de cette application forcenée de la charia. Ce film permet de mieux comprendre ce qu'endurent ces populations asservies à cette doctrine tyrannique. Mais, au fait, où en est aujourd'hui, en Afghanistan après l'intervention américaine Enduring freedom (liberté immuable) déclenchée en 2001 et qui avait entre autres buts de contrer les efforts des talibans et de leurs alliés dans l'instauration de leur propre structure administrative.

JFC